



Presse Internationale

mensuel – n°47 – avril 2007 – 0,5€ (soutien 2€)

LCT

LIGUE COMMUNISTE DES TRAVAILLEURS

Section belge de la
Ligue Internationale des Travailleurs - IV Internationale

www.litci.org – lct.cwb@gmail.com

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'Elan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

UNION EUROPEENNE

50 ANS DE CASSE SOCIALE p.2



1^{ER} MAI : journée de lutte des travailleurs

MANIFESTATION UNITAIRE - 15h – Place Van Mennen

Aussi dans ce numéro :

PME : Un combat syndical essentiel – p.3

Irak : Quatre ans d'occupation – p.4

Sans-papiers : Une campagne de mobilisations – p.8





La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Leur Europe... et la nôtre

Le 31 mars dernier, les bourgeoisies européennes, emmenées par la chancelière allemande Angela Merkel, ont célébré à Berlin le 50^{ème} anniversaire de l'Union Européenne. Les médias ont répété en chœur que, malgré les divergences, les différents peuples s'unissaient depuis 50 ans pour un « modèle de démocratie et de progrès social » : un modèle européen qui serait plus humain que l'impérialisme belliqueux des Etats-Unis. Pourtant, si les troupes européennes interviennent en Afghanistan et au Liban, ce n'est pas pour « maintenir la paix » mais bien pour réprimer la résistance des peuples et défendre leurs intérêts stratégiques.

Premièrement, les travailleurs n'ont rien à fêter car l'Union Européenne n'est pas un projet des travailleurs et des peuples, mais bien une plate-forme commune des impérialismes européens pour agresser les travailleurs du continent. Tous les gouvernements, de toutes les couleurs, reconnaissent qu'ils ne seraient jamais arrivés si loin dans leurs plans néo-libéraux s'ils n'avaient pas été soutenus par l'UE. En Belgique, le Pacte de « solidarité » entre les générations, qui nous pousse à travailler plus longtemps et dans des conditions plus dures, est l'application directe des directives de la Commission Européenne. Les lois sur l'immigration qui se succèdent au travers de tous les gouvernements européens sont un autre exemple. Le patronat entend ainsi poursuivre ses profits juteux en privant de tout droit des millions de travailleurs en divisant notre classe entre travailleurs « avec » papiers et ceux « sans » papiers.

Et c'est de cette Europe, soi disant démocratique, que nous devrions nous réjouir ? Nous réjouir d'une plate-forme impérialiste conjointe des grands groupes capitalistes européens et de leurs gouvernements pour coloniser l'Est européen et pour défendre au niveau mondial leur part de butin face aux autres impérialismes ? Car, si l'événement se passe à Berlin, c'est explicitement pour nous ressasser leur propagande de victoire du capitalisme et de la mort du socialisme. Mais quels ont été les progrès dans les pays de l'Est ? Les bénéficiaires des multinationales européennes ont grimpé en flèche, mais les droits des travailleurs sont ignorés pour

favoriser le dumping salarial et les délocalisations ; bref, pour favoriser l'exploitation de tous les travailleurs.

Malgré toutes les belles phrases de ces messieurs, les millions dépensés en shows médiatiques et dans leur presse, les travailleurs français et hollandais ne se laissent pas tromper de cible en rejetant massivement la Constitution européenne. C'est ce NON qui vient unifier toutes les luttes difficiles contre les conséquences désastreuses des plans néo-libéraux appliqués depuis plus de 20 ans par l'impérialisme européen, au nom de la sacro-sainte compétitivité.

Cependant, cette année, il y a un anniversaire à fêter, celui d'un événement historique pour notre classe : celui des Révolutions russes de Février et d'Octobre 1917. Il y a 90 ans, les travailleurs détruisaient l'Etat au service des patrons et imposaient le leur. Une perspective nouvelle s'ouvrait pour l'humanité, celui d'un avenir sans guerre, sans misère et meilleur pour tous. Il a permis aux masses d'avancer jusqu'à exproprier la bourgeoisie dans 1/3 de l'humanité et de permettre d'énormes progrès pour tous ces peuples ! Mais la politique stalinienne de trahison de la lutte des peuples de maintenir une coexistence pacifique avec l'impérialisme et de « construire le socialisme en un seul pays » a débouché sur la restauration du capitalisme.

Malgré ces monstrueuses trahisons du stalinisme qui ont mené les Etats ouvriers à la banqueroute, nous continuons à penser que l'impérialisme n'a pas changé de nature et que, comme en 1917, la seule solution est de briser le pouvoir de la classe dominante par la lutte. Il s'agit d'une lutte pour construire une société dans laquelle les travailleurs et les peuples pourront décider démocratiquement de leur destin.

Il ne s'agit nullement d'un rêve fantaisiste, mais d'une nécessité criante qui se traduit en Europe par une lutte acharnée contre les plans de l'impérialisme européen.

**Contre l'Europe du capital !
Pour une Europe
des travailleurs et des peuples !**

Le combat des PME, un combat syndical essentiel

Ce vendredi 23 mars, à l'appel de la CSC et la FGTB, un millier de militants syndicaux se sont rassemblés à Bruxelles pour rappeler leurs revendications en faveur d'une représentation syndicale dans les petites et moyennes entreprises à partir de 20 travailleurs. Le front commun entendait rappeler que cela fait deux ans que la Belgique est en infraction vis-à-vis de la directive européenne instaurant un droit à l'information et à la consultation dans toute entreprise comptant au moins 50 travailleurs. En Belgique, seules les entreprises de plus de 100 travailleurs permettent à des représentants syndicaux de siéger au conseil d'entreprise, tandis qu'un CPPT (Comité de Prévention et de Protection du Travail) n'est créé que pour les entreprises de plus de 50 travailleurs. Les PME de moins de 50 travailleurs occupent un million de travailleurs, ce qui représente plus de 20% de la population active du pays. A Bruxelles, ce chiffre monte à près de 40%. Et ce phénomène va croissant avec le développement de la sous-traitance qui s'inscrit dans une stratégie patronale de division du collectif de travail afin de pouvoir imposer des mesures qui aggravent encore la précarité et l'exploitation des travailleurs.

Il faut ajouter à cela qu'un grand nombre de travailleurs n'ont même pas droit à un minimum de protection légale, tout simplement parce qu'ils n'ont pas de

papiers. C'est le cas surtout dans des petites entreprises de sous-traitance, par le biais desquelles les grandes entreprises parviennent à employer de fait une main d'œuvre dépourvue de représentation et donc de force de combat.

Le gouvernement résiste même à appliquer une directive européenne qui exige seulement « un cadre général relatif à l'information et la consultation des travailleurs dans les entreprises de plus de 50 travailleurs ou dans les établissements de plus de 20 travailleurs » et la cour européenne de justice vient de le condamner pour cela. D'autre part, les organisations patronales multiplient les obstructions et l'Union des Classes Moyennes a répété une fois de plus à la veille de l'action du 23 mars que cette revendication revenait à « nuire à l'emploi ».

L'enjeu de cette lutte est donc de taille. Nous soutenons ardemment ce combat en front commun des syndicats pour la représentation syndicale dans les petites et moyennes entreprises à partir de 20 travailleurs. Mais notre perspective ne se limite pas à cela. Il s'agit avant tout de garantir que des millions de travailleurs en Belgique, de toute origine, avec ou sans papiers, peuvent s'organiser librement dans les syndicats, qu'ils puissent élire démocratiquement leurs représentants et s'exprimer librement pour la

défense de leurs droits les plus essentiels sur leur lieu de travail, sans pour autant courir le risque de se faire licencier ou être lésés. Il s'agit aussi d'éliminer la distinction néfaste de représentation syndicale entre travailleurs du même lieu de travail, qui travaillent pour des entreprises différentes (des sous-traitants).

La mobilisation pour le droit à la représentation syndicale doit s'étendre à toutes les entreprises, à tous les lieux de travail, organisé par les syndicats en front commun au niveau national, avec un plan de lutte qui englobe absolument tous les travailleurs, avec un compromis de fer pour défendre partout inconditionnellement les représentants menacés par des représailles patronales. Nous devons exiger la responsabilité pénale des directions d'établissement pour l'observation des lois du travail pour tous les travailleurs qui y sont actifs, indépendamment du « patron » sous-traitant ou sous-traitant de sous-traitant qu'ils puissent avoir.

C'est donc un combat pour le droit des travailleurs à s'organiser, à s'unir... une nécessité d'autant plus grande que les organisations patronales sont, quant à elles, bien soudées dans la mise en œuvre d'attaques systématiques contre le monde du travail.

**Pour le droit d'association et d'organisation démocratique de tous les travailleurs !
Mobilisation interprofessionnelle pour exiger une délégation dans toutes les PME !**

Tous victimes de la « crise » ?

Tandis que l'on constatait une diminution du pouvoir d'achat de la population, pour les entreprises du Bel 20, soit les 20 entreprises belges les plus significatives cotées en bourse (19 actuellement), 2006 a marqué une véritable explosion de leurs bénéfices : ceux-ci ont pratiquement doublé en deux ans, passant de 12,4 milliards € en 2004 à 23,3 milliards en 2006 !

LICENCIEMENTS COLLECTIFS :

VW-Forest

Sur les 5500 personnes que comptait encore l'usine VW il y a quelques mois, le licenciement collectif concerne plus de la moitié, soit 3278 personnes dont 384 employés et 2894 ouvriers. Les licenciements s'étaleront entre le 16 avril 2007 et le 31 décembre 2007.

Et ceux qui restent savent déjà à quoi s'attendre : travailler plus pour gagner moins, travailler plus et de plus en plus difficilement avec augmentation des cadences, réduction des temps de pause, diminution des primes d'équipe et de nuit,...

AGC Automotive (ex-Splintex) à Fleurus

Plus de deux ans après la restructuration qui a donné lieu à une longue occupation de l'usine suite à laquelle les travailleurs et la délégation syndicale combative ont été écartés, le patronat a annoncé un nouveau dégraissage de 381 personnes. *Le gouvernement et la direction de l'entreprise se réjouissent de la « dignité » avec laquelle les syndicats et les travailleurs prennent la nouvelle.*

Renault Brussels

La société active dans le secteur de la commercialisation, la réparation et l'entretien de véhicules automobiles a annoncé son intention de procéder à un licenciement collectif de 70 personnes à Bruxelles.



Troupes impérialistes, hors d'Irak et Afghanistan ! Retrait immédiat des casques bleus de l'ONU du Liban et d'Haïti ! Tout notre soutien à la victoire de la résistance Irakienne !

Quatre ans après le début de l'occupation militaire en Irak, une journée internationale a eu lieu dernièrement pour exiger le retrait immédiat des troupes impérialistes. Cette mobilisation intervient au moment où Bush s'affaiblit aux yeux de tous, l'ensemble de sa politique pour le Moyen-Orient s'étant avérée un échec ; pour preuve, sa récente défaite lors des élections législatives aux USA. La possibilité d'une défaite militaire et politique de l'impérialisme est donc ouverte. Rappelons-nous que la première défaite militaire de l'histoire de l'impérialisme fut celle du Vietnam en 1975.

L'échec d'une politique

En mars 2003, franchissant un nouveau pas dans la « guerre contre la terreur » lancée par Bush après le 11 septembre 2001, les troupes américaines, britanniques et leurs alliées ont obtenu une rapide victoire militaire, renversé le gouvernement et le régime de Saddam Hussein, dissout l'armée locale et installé un régime colonial appuyé sur les forces armées impérialistes. Cependant, leurs espoirs d'installer un gouvernement collaborationniste solide, leur permettant de retirer rapidement une grande partie de leur contingent, ont vite été démentis par la dure réalité. En effet, peu de temps après le début de l'occupation, le peuple irakien a lancé une véritable guerre de libération, une résistance qui, à travers attaques et attentats, serre de plus en plus les troupes impérialistes, les empêchant ainsi de dominer le pays.

Jusqu'ici, aucune des politiques mises en place pour renverser cette situation n'a donné des résultats : du génocide provoqué par l'occupation (des centaines de milliers de morts victimes des actions militaires, la répression, les escadrons de la mort, la famine, le désastre sanitaire), jusqu'aux élections frauduleuses cherchant à légitimer le gouvernement fantoche de Al Maliki (soutenu par des forces politiques chiites et kurdes) ; pas plus que le fait d'impulser une guerre civile sur des bases « ethniques » et religieuses, visant à diviser le pays en trois régions autonomes, conformément au vieil axiome de l'empire anglais : « diviser pour régner ». Malgré tous ces efforts, c'est en réalité la possibilité d'une victoire de la résistance irakienne qui est à l'ordre du jour.

L'impérialisme s'affaiblit dans toute la région

Les problèmes de l'impérialisme ne se limitent pas à ceux rencontrés en Irak. Ainsi, en 2006, un second front s'est ouvert

suite à l'aggravation de la situation militaire en Afghanistan, où l'occupation (débutée en 2001) semblait pourtant avoir réussi à contrôler le pays. Ce changement vient prendre à contre-pied la politique de Bush, une politique qui cherchait à diminuer les troupes étasuniennes en Afghanistan et, à travers l'OTAN, transférer le poids de l'occupation sur les puissances impérialistes européennes. Or, selon les dernières informations, là aussi, la situation militaire des forces d'occupation va en s'aggravant. Par ailleurs, cette même année, la défaite de l'invasion israélienne du Liban a mis en évidence la vulnérabilité de l'Etat sioniste, dont la place de grand gendarme régional de l'impérialisme est désormais menacée.

Preuve d'un tel affaiblissement, devant l'impossibilité d'envoyer des troupes dans d'autres régions du monde et au Liban, c'est l'ONU (par le biais de casques bleus essentiellement européens) qui a dû venir sauver la mise à Bush et à l'Etat d'Israël. On assiste à une situation similaire en Haïti ; mais ici, les « troupes auxiliaires » de l'occupation impérialiste sont celles envoyées par des gouvernements latino-américains : Bush utilise à cet effet les gouvernements de Front Populaire de la région (dont, particulièrement, celui de Lula au Brésil), dévoilant ainsi le véritable caractère d'agents de la politique impérialiste des dits gouvernements.

Des problèmes domestiques

La guerre en Irak (avec son cours défavorable) et toute la politique menée au Moyen-Orient se sont retournées contre Bush tel un boomerang, et se sont invitées lors des élections aux Etats-Unis, générant une véritable marée populaire d'opposition et, en définitive, une défaite cuisante pour Bush. Les sondages réalisés en période électorale donnaient plus de 50% d'opinions favorables au retrait des troupes de l'Irak, cette question étant devenue en effet un des axes de la campagne. Les résultats des élections ont été définis par l'intéressé lui-même, comme



Le 18 mars, 5.000 personnes sont descendues dans les rues de Bruxelles pour dire NON à la politique guerrière de l'impérialisme.

une déconfiture, une véritable correction à son encontre.

Bush commence ainsi à subir personnellement ce que deux de ses principaux alliés dans l'invasion de l'Irak (Aznar en Espagne, et Berlusconi en Italie) avaient subi avant lui. Dans ces deux pays, la mobilisation des masses a fini par obliger les gouvernements (Zapatero et Prodi, respectivement), à retirer leurs troupes d'Irak, même si celles envoyées en Afghanistan et au Liban y demeurent encore. Aussi, en Angleterre, Blair commence à connaître une situation semblable et qui l'a obligé à annoncer un planning de retrait de l'Irak.

S'en aller est difficile, y demeurer aussi

Il serait cependant erroné de penser que, malgré sont affaiblissement évident, l'impérialisme va se contenter tranquillement d'une défaite alors que, pour lui, le contrôle du Moyen-Orient revêt une importance géopolitique stratégique, cette région possédant en effet les plus grandes réserves en hydrocarbures du monde, quand celles-ci commencent à décliner partout.

Bush lui-même l'a souligné, le lendemain de la défaite législative du Parti Républicain : « sortir vaincus de l'Irak entraînerait des conséquences désastreuses ». Cette opinion est partagée par l'autre grand parti impérialiste du pays, le Parti Démocrate : malgré sa large victoire électorale et l'évident message des électeurs, ce dernier ne fait aucune pression, ne fait absolument rien, pour un retrait immédiat. Dans cette guerre, les deux partis vont en réalité faire l'impossible pour emporter la victoire ou, au moins, pour obtenir un « match nul ». Selon cette optique, nous ne pouvons exclure le lancement d'une attaque impérialiste sur l'Iran, soit directement, soit par le biais du gen-darme israélien.



Mais il y a une marge entre les intentions et les faits. A l'heure actuelle, l'impérialisme américain n'a, dans son pays, aucune possibilité politique d'élargir son actuel contingent en Irak, pour le faire passer de

150.000 soldats aux 500 ou 600.000 qu'il lui faudrait pour pouvoir contrôler le pays. Entre autres problèmes, il doit surveiller son propre mouvement de masses et veiller à ce que, dans un avenir proche, la haine électoraliste contre la guerre ne se transforme pas en véritable mobilisation massive.

C'est la raison pour laquelle, vis-à-vis de cette région, l'impérialisme fait preuve d'une politique à deux faces, apparemment opposées : d'un côté, il menace d'une attaque éclair (maritime ou aérienne) l'Iran, si celui-ci n'abandonne pas son programme nucléaire ; d'autre part, pour trouver une issue en Irak, il se voit obligé d'inviter le gouvernement iranien à la table de négociations. Il en ressort par ailleurs que, grâce à son soutien à l'actuel gouvernement d'occupation, le régime des ayatollahs

représente une pièce maîtresse pour l'impérialisme et ses possibilités d'une issue « honorable » du borbier irakien.

Unité pour faire face à l'occupation et ses agents

Pour l'impérialisme l'enjeu de l'Irak est crucial. Dans les conditions actuelles, une retraite représenterait une défaite, un aveu d'impuissance et un dangereux précédent qui pourrait encourager les luttes de tous les peuples du monde. L'impérialisme s'affaiblirait tout particulièrement au Moyen-Orient, une région stratégique vu ses richesses pétrolières, où il fait face à d'autres situations critiques : Afghanistan, Liban, Palestine ; en outre, une telle retraite mettrait encore davantage à l'ordre du jour la destruction de l'Etat d'Israël.

Comme nous l'avons déjà souligné, nous ne pensons pas que l'impérialisme va se retirer de bon gré. Dès lors, le seul moyen possible est la défaite, le retrait des troupes d'occupation et de leurs



agents collaborateurs. Pour que cette tâche puisse aboutir à une victoire, la LIT-QI considère que l'unité de tous les Irakiens - chiïtes, sunnites et laïques - est indispensable et plus nécessaire que jamais.

Il s'agit, avant tout, de défendre l'unité territoriale de l'Irak contre la tentative de division menée par l'impérialisme et ses agents (chiïtes et kurdes) du gouvernement actuel. Aujourd'hui, la guerre de libération nationale en Irak constitue le principal face-à-face entre l'impérialisme et le mouvement de masses à l'échelle mondiale ; s'y joue, en bonne partie, la destinée de l'actuelle politique de l'impérialisme américain. Une défaite de Bush et les Etats-Unis ouvrirait des conditions autrement plus favorables pour l'avancée des masses de la planète.

C'est pourquoi, à l'occasion des prochaines mobilisations, et dans le cadre de la plus large unité, la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale apporte son soutien inconditionnel à la lutte armée de la résistance irakienne (mais nous maintenons cependant notre critique politique envers leurs directions). Nous sommes pour la défaite militaire et politique de l'impérialisme et de ses collaborateurs irakiens, ainsi que pour leur expulsion du pays, afin qu'un Irak libre et souverain puisse voir le jour. Nous avons la même position vis-à-vis de l'occupation de l'Afghanistan. Enfin, nous pensons que comme partie indissoluble de la lutte anti-impérialiste, il faut également exiger le retrait des troupes d'occupation d'Haïti et du Liban, même si ces troupes sont originaires d'autres pays et sont déguisées en casques bleus de l'ONU.

São Paulo, le 18 mars 2007

Le Secrétariat International de la LIT-QI

Les troupes de l'ONU hors d'Haïti !

Récemment, de terribles nouvelles ont commencé à être connues révélant le caractère des forces d'occupation des casques bleus de l'ONU en Haïti (MINUSTAH). Durant l'attaque commandée par le Conseil de sécurité de l'ONU dans la nuit du 24 janvier (ainsi que les nuits suivantes), 400 soldats, soutenus par des hélicoptères, ont pénétré les quartiers les plus pauvres de Port-au-Prince, la capitale, avec des véhicules blindés et des fusils automatiques d'un haut potentiel de feu. On estime que cette attaque a causé au moins 70 morts et des dizaines de blessés, bon nombre d'entre eux étant des enfants. (*Rebelión*, 10/02/07).



Un des secteurs les plus affectés a été Cité Soleil, où 300 000 personnes vivent dans des conditions de pauvreté extrême. Non contents d'assassiner des habitants sans défense, les hélicoptères de l'ONU ont détruit tous les réservoirs fournissant l'eau pour la région. La MINUSTAH a des camions-citerne pour le transport, mais l'organisation HIP (Haïti Information Project) a révélé qu'ils avaient confié la gestion de l'eau à des spéculateurs privés qui la revendent, ce qui oblige la population à marcher plusieurs kilomètres pour remplir un seau d'eau.

Ce massacre est dans la continuité de l'action répressive que la MINUSTAH mène dans le pays. Cette fois elle est allée plus loin au point que, indépendamment des révélations faites par les organisations des droits de l'homme, l'ancien ambassadeur américain, James Foley, a mis en garde son gouvernement

contre « l'utilisation démesurée de la force de la part de l'ONU ».

Un régime colonial

Haïti est l'un des pays les plus pauvres d'Amérique avec des indicateurs sociaux-économiques semblables à ceux des régions les plus pauvres d'Afrique. Sur ce continent, le destin du pays et de sa population serait probablement condamné à l'oubli, si ce n'est que Haïti fait partie des Caraïbes. Il s'agit d'une région clé pour l'impérialisme américain qui la considère comme son « arrière-cour », où il se donne le droit d'intervenir politiquement et militairement. La précédente invasion des « marines » a eu lieu en 2004 pour renverser le Président Jean-Bertrand Aristide, un prêtre catholique qui, en 1986, avait gagné en prestige dans les quartiers pauvres de Port-au-Prince, pendant la lutte qui avait renversé la dictature sanguinaire de Duvalier.

Voilà comment un régime colonial sous occupation militaire a été installé. Peu de temps après cela, et afin de permettre à Bush de concentrer son effort militaire en Irak, les marines ont été retirés et remplacés par les casques bleus de l'ONU (environ 10.000 soldats amenés par le Brésil avec la participation de troupes venant d'Argentine, du Chili, et de l'Uruguay, entre d'autres). L'intention était de déguiser l'occupation impérialiste au moyen de troupes de « pays frères » venus du continent. En 2006, dans le cadre de l'occupation et comme un moyen de déguiser le caractère colonial de la vraie situation, des élections présidentielles ont eu lieu. René Prével a



battu le candidat soutenu par l'impérialisme (Leslie Manigat) ce qui a signifié - dans les faits - une défaite pour l'impérialisme, défaite qui a été possible parce que les haïtiens se sont mobilisés massivement. Aussi bien les résultats électoraux que la mobilisation, ont démontré qu'il y avait une vraie colère contre l'occupation. Même si Prével agit en tant que marionnette de l'occupation, la résistance est toujours présente.

Les vraies raisons de ces massacres

Le prétexte utilisé par l'ONU pour justifier cette attaque est « la chasse aux bandes de criminels » qui agissent dans ces quartiers. Mais dans la réalité, ces bandes ont « le feu vert » des casques bleus pour agir en toute régularité en tant qu'escadrons de la mort contre les activistes qui se battent contre l'occupation, et cela avec la complicité de la MINUSTAH.

La haine de l'occupation s'est constamment accrue et elle est devenue manifeste lors des actions de masse contre la MINUSTAH et le gouvernement de Prével. Par exemple : le 16 décembre dernier, comme nous pouvons le voir dans une vidéo de la HIP, « plus de 10.000 personnes se sont mobilisés dans Cité Soleil en criant : « A bas Prével ! », et en exigeant le retour d'Aristide, la fin de l'occupation militaire et la libération des prisonniers politiques ». Des manifestations semblables ont eu lieu dans d'autres quartiers de la capitale et dans plusieurs autres villes dans le pays. La presse étrangère rapporte aussi le renforcement du mouvement de Lavala, liée à l'ancien Président Aristide. En conclusion, les massacres font partie de l'effort pour accroître l'occupation et contrôler le pays contre une situation que *Le Monde* (27/12/06) décrit comme « Le chaos règne en Haïti ».



Nous appelons toutes les organisations qui se réclament anti-impérialistes et démocratiques, à mettre en oeuvre une campagne unitaire d'information, de rassemblements et de manifestations sur ces points. Nous appelons tous ceux qui condamnent l'invasion de l'Irak à mettre en oeuvre la même unité pour Haïti, contre l'occupation impérialiste qui est identique, même si pour Haïti elle est déguisée avec des casques bleus.

Cette campagne est particulièrement nécessaire dans des pays latino-américains tels que le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay, le Chili et la Bolivie pour exiger que leurs gouvernements cessent d'agir en tant que laquais de Bush et

Les laquais de Bush

Nous considérons particulièrement révoltant le fait que la majorité des troupes de la MINUSTAH ont été fournies par les gouvernements de Lula, Kirchner, Bachelet et de Tabaré Vázquez, et que celles-ci soient sous commandement du général brésilien José Elito Carvalho Siqueira. Les peuples latino-américains ont une grande dette historique de gratitude envers Haïti, la première nation indépendante sur ce continent (grâce à une révolution de ses esclaves noirs), et qui a octroyé l'asile et l'aide financière aux leaders de la lutte contre la colonisation espagnole tel Francisco Miranda et Simon Bolivar. Maintenant les présidents de ces pays, comme de véritables laquais de l'impérialisme, payent leurs dettes en participant à l'invasion militaire et à la répression criminelle contre la population haïtienne. Même l'administration d'Evo Morales fait partie de ce crime.

Andrés Solís Rada, ancien ministre bolivien des hydrocarbures et de l'énergie, dénonce qu'Evo « a bloqué toutes les tentatives d'empêcher les troupes boliviennes d'être envoyé au Congo et en Haïti » (*Rebanadas de realidad*, 19/01/07).

La MINUSTAH dehors !

La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale exprime sa solidarité et son soutien le plus total dans la lutte de la population haïtienne contre l'occupation par la MINUSTAH et pour restaurer la souveraineté du pays. Nous dénonçons et condamnons ces massacres comme étant une nouvelle preuve du degré de cruauté que peut atteindre

l'impérialisme pour la défense de ses intérêts. De ce point de vue, nous sommes totalement en accord avec le rapport émis par le coordonnateur du Comité Démocratique Haïtien en Argentine lorsqu'il exige « la fin des massacres et le retrait immédiat de la MINUSTAH ».



retirent leurs contingents armés. Nous nous adressons très particulièrement aux centrales ouvrières dans ces pays (CUT brésilienne, COB bolivienne, CTA argentine et PIT-CNT uruguayenne), lesquelles doivent occuper une place centrale dans cette campagne, indépendamment de leur position générale en ce qui concerne ces gouvernements.

La MINUSTAH hors d'Haïti !

Exigeons des gouvernements Lula, Kirchner, Bachelet, Tabaré et Evo, le retrait immédiat de leurs soldats !

Vive la lutte du peuple haïtien !

Sao Paulo, 14 Février 2007

Le Secrétariat International de la LIT-QI



Une campagne de mobilisations

La campagne électorale est en cours. Tous les partis politiques promettent aux sans papiers « qu'ils n'entrerons pas dans un gouvernement sans un accord sur la politique d'immigration ». Mais quel accord ?

Dans les faits, il faut rappeler que la réforme du droit d'asile proposé par le ministre Dewael au mois de juillet 2006 et votée au parlement, rentre en vigueur ce 1^{er} avril. Cette réforme restreint encore plus les conditions de regroupement familial, limite encore le droit au séjour, et introduit une série de mesures qui restreignent les possibilités d'obtenir l'asile politique et même d'introduire un recours au Conseil d'Etat. Malgré l'attitude d'écoute et soi-disant d'ouverture du PS et des associations qu'il contrôle comme le CIRE, à l'égard des sans-papiers, il faut se souvenir que ce parti avait voté pour cette réforme au parlement.

Tous sont pour définir des critères : une distinction entre ceux qui peuvent être régularisés et ceux qu'il serait normal de refuser. Ils sont donc tous d'accord de maintenir des dizaines de milliers de personnes dans l'illégalité, de les enfermer et de les expulser. En réalité, ils se refusent à abroger la discrimination selon le lieu de naissance. Avec ces critères, ils appliquent en

fait la fameuse stratégie du « diviser pour mieux régner ».

C'est dans ce climat politique que ce 31 mars dernier, à Bruxelles, 650 personnes sont descendues dans la rue à l'appel de l'Union de Défense des Sans Papiers (UDEP) de Bruxelles. La plupart étaient des sans-papiers qui osent sortir manifester, abandonnant leurs peurs, pour revendiquer fièrement leurs droits ! Le slogan « *On veut travailler, on n'a pas de papiers !* » rappelait que les sans-papiers sont avant tout des travailleurs plongés dans l'illégalité aux profits (mirobolants !) des patrons. Tous ensemble, continuons à nous mobiliser pour un permis de travail pour tous.

Une délégation de l'UDEP de Liège, de son comité de soutien (CRACPE) et d'UDEP La Louvière était présente démontrant l'unité des sans-papiers au niveau national. L'UDEP a invité tout les sans-papiers et ceux qui les soutiennent à la grande manifestation nationale du 19 mai à Bruxelles.



**MANIFESTATION NATIONALE
DE L'UDEP**

19 mai 2007
14h - Gare du Midi

UNION DE DÉFENSE DES SANS-PAPIERS
UDEP
UNION VOOR BEZIGEN VAN DE PERSONEN ZONDER PAPIEREN
UNION POUR LA DÉFENSE DES SANS-PAPIERS

**AUCUNE CONFIANCE DANS LES PROMESSES ÉLECTORALES DES PARTIS POLITIQUES !
RÉGULARISATION MAINTENANT !**

**POUR UNE ACTION COLLECTIVE DE LUTTE
DE TOUS LES SANS-PAPIERS, QUELLE QUE SOIT LEUR SITUATION !**

**PAR LA MOBILISATION UNITAIRE ET SOLIDAIRE DE TOUS LES TRAVAILLEURS,
AVEC OU SANS EMPLOI, AVEC OU SANS PAPIERS,
EXIGEONS LA RÉGULARISATION DE TOUS LES SANS-PAPIERS !**